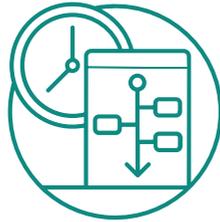




La démocratie sur le fil

Livret d'animation





Remerciements

Le jeu *La démocratie sur Le fil* n'aurait peut-être pas vu le jour sans les apports du groupe de travail « Elections » du MOC, et tout particulièrement du jeu « Désobéissance et luttes sociales » réalisé par Le CIEP Luxembourg. Nous Les en remercions.

Nous remercions également Le CARHOP, L'Institut Emile Vandervelde et Le CARHIF pour Leur soutien et Leur collaboration.



Préambule

Le livret que vous découvrez est conçu comme un support d'animation à destination des professionnel·les ou bénévoles qui souhaitent travailler le thème de la construction démocratique avec leurs publics.

Pourquoi aborder la question de la construction de la démocratie avec des publics adultes ?

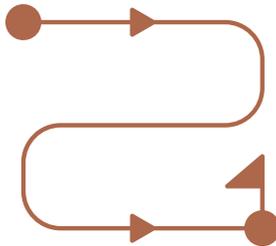
Nous vivons des temps où une défiance importante s'est installée entre les citoyen·nes et les institutions. Dans ce contexte, nombreux·ses sont celles et ceux qui éprouvent une forme de lassitude à l'égard de toute forme de système politique, y compris la démocratie. Et pour cause : perte de sens, manque de cohérence face aux différentes urgences, sentiment d'abandon face à la fragilisation des services collectifs notamment, précarité, affaires et scandales à répétition impliquant des responsables politiques etc. sont autant de facteurs qui peuvent nous conduire à remettre en cause le travail effectué par nos politiques, voire à être dégoûté·e de la politique. Mais que l'on soit désabusé·e de la politique politicienne est une chose, cela doit-il nous conduire pour autant à nous désintéresser de la chose publique, voire à rejeter l'idée même de démocratie ?

Certainement pas !

Nous sommes convaincu·es que le chemin est encore long pour atteindre une configuration satisfaisante sur le plan de la gestion collective des défis auxquels sont confrontées nos sociétés. Cependant, nous pensons aussi qu'il est de réelles avancées, qui nous permettent, dans certains champs, de vivre mieux aujourd'hui qu'hier. Ce constat n'a pas vocation à nous inciter à l'immobilisme, mais bien au contraire à prendre conscience que la construction démocratique est un processus long et continu. Et surtout collectif ! Il connaît des temps d'avancées rapides, des périodes de stabilité et même des temps de recul. Cela nous indique que nous avons le devoir de poursuivre la construction d'une société démocratique, à travers nos luttes, nos prises de position et nos engagements citoyens.

Voilà pourquoi, à travers ce jeu, nous invitons les participant·es à jeter un œil dans le rétroviseur pour mieux visualiser le chemin parcouru, se rappeler quelles luttes l'ont rendu possible, mais surtout, pour se donner des balises et de l'ambition démocratique afin de tracer la suite du parcours.

Nous y voyons donc la démocratie non comme un état figé, mais comme un long processus fait de combats et d'engagements collectifs de citoyennes et citoyens !



Contexte

Cet outil a été élaboré par le Centre d'Information et d'Education Populaire dans le cadre de la Campagne d'éducation permanente CIEP « Elections 2024 : Démocratie en action – dans ma commune aussi ! »

Il a été testé une première fois en journée interCIEP en juin 2023, lors d'une journée de réflexion entre responsables d'animation et de formation des différents CIEP.

Aujourd'hui, il est mis à disposition des animateur·rices qui souhaitent aborder ce sujet avec leurs publics.

Un outil situé

Cet outil aborde la démocratie de façon située, tant sur le plan philosophique que sur le plan géographique.

Effectivement, en tant qu'acteur de la société civile belge, le CIEP du MOC, s'inscrit dans une ligne politique de gauche, et est ancré dans l'histoire et la réalité belge.

Aussi nous portons une vision de la démocratie qui est celle du mouvement ouvrier, où les droits sociaux et les acquis collectifs font à la fois office de moteur et de boussole et où l'approfondissement de la construction démocratique est l'horizon.

Les valeurs d'égalité, de solidarité et de démocratie que nous défendons sont bien universelles, mais nous avons choisi d'aborder essentiellement les acteur·rices et événements qui sont issus essentiellement du paysage belge et européen. Cela ne met bien évidemment pas en cause l'existence d'autres réalités et expériences. Les éléments choisis ici n'ont pas vocation à être *la sélection* d'événements, mais plutôt une lecture de ce qui s'applique ici et maintenant, selon une institution bien définie. L'intérêt est avant tout que ce recensement non exhaustif des événements permette d'engager une discussion et une réflexion entre citoyennes et citoyens.



Le jeu

La démocratie sur le fil reprend les mêmes règles du jeu Timeline[®], jeu de société qui allie connaissance et déduction. Il peut se décliner de différentes manières sur tous les sujets qui peuvent être positionnés sur une ligne du temps. Ce jeu constitue une bonne approche, amorce en début d'animation. Il permet aux joueur·euses de s'exprimer, d'exprimer leurs connaissances ou au contraire leur ignorance et d'en discuter, de partager des informations, de débattre des éléments qui les interpellent, en se basant sur des repères dans le temps qui auraient permis de situer l'événement.

Attention, ce jeu ne constitue pas une animation en soi, il doit être davantage considéré comme un outil pour l'animation.



Objectifs

Plusieurs objectifs sont poursuivis par ce jeu :

- Classer des événements historiques sur une ligne du temps ;
- Identifier des événements qui ont mené à la démocratie ou l'ont fait progresser ;
- Identifier des événements qui constituent un retour en arrière ;
- Faire émerger le débat sur la démocratie aujourd'hui ;
- Amorcer une discussion sur la démocratie ;
- ...



Règles du jeu

Le but du jeu est très simple : se débarrasser de toutes ses cartes « événement » en les plaçant sur une ligne du temps.

Chaque joueur·euse reçoit 6 cartes « événement » sans les regarder. Les cartes non distribuées constituent la pioche. Au centre de la table ou de la corde à linge est placée une première carte « événement » avec la date visible. Le·la premier·ère joueur·euse prend la première carte de sa main et la place soit à droite soit à gauche de la carte de référence, selon un ordre chronologique. On retourne alors sa carte pour vérifier si la position est correcte. Si oui, le tour passe à son·sa voisin·e, dans le cas contraire il·elle pioche une carte supplémentaire. On continue de cette manière jusqu'à ce que les joueur·euses n'aient plus de cartes en main. Le·la premier·ère joueur·euse qui s'est débarrassé·e de toutes ses cartes a gagné.

Variante

Les joueur·euses peuvent former des équipes de deux joueur·euses ou plus. Dans ce cas, il est intéressant d'écouter les processus et réflexions qui sont à l'œuvre pour le placement des cartes.

Pour continuer l'animation

- Il est toujours intéressant d'interroger les participant·es sur les stratégies mises en place. Sans nécessairement connaître finement l'histoire sociale et politique de la Belgique, comment ont-ils-elles pu placer leurs cartes correctement ?
- À la fin du jeu, l'animateur·rice peut demander aux participant·es d'inscrire sur une feuille les événements qui les ont marqué·es au niveau individuel et collectif et qui ne figurent pas dans le jeu. Les participant·es viendront alors placer leurs événements au bon endroit sur la ligne du temps. Une discussion autour de ces événements peut alors s'engager.
- L'animateur·rice peut demander de placer un post-it rouge sur les événements « tueurs » de la démocratie. La discussion peut s'engager sur ce qui porte ou a porté atteinte à la démocratie et ce qui, au contraire, a permis ou permet de mettre en place / faire progresser une démocratie, etc.
- L'animateur·rice peut demander de classer les événements qui sont du ressort de l'individuel et du collectif.
- L'animateur·rice peut enclencher une discussion sur les différentes facettes de la démocratie (politique-citoyenne, culturelle, en entreprise) en se basant sur différentes cartes « événement », sur les acquis de la démocratie et les limites du système de représentation, etc.

Matériel

- 80 cartes « événements » (une face avec la date de l'événement, une face sans la date)
- Un livret explicatif des événements
- 80 pinces à linge
- Une corde
- Cartes vierges à compléter pour les événements individuels et collectifs qui ont marqué les participant·es

Cartes « événement »

Démocratie athénienne, - 500

Les origines de la démocratie remontent à l'Antiquité. Elle se développe à Athènes à partir du 6^e et 5^e siècle avant notre ère. La démocratie est le régime politique dans lequel le pouvoir de décision revient au peuple lui-même. À Athènes, seule une partie de la population est concernée par la prise de décision. Il s'agit d'hommes, ayant atteint un certain âge. La démocratie à Athènes est dite « directe », cela signifie que l'adoption des lois, la prise de décisions politiques, la justice sont exercées par différentes assemblées regroupant des membres de la Cité.

(source : CRISP)

Conseil royal (Espagne), 1188

En 1188, dans la ville León, en Espagne, le roi Alphonse IX convoque un conseil royal, composé pour la première fois par des représentants élus des principales villes qui ont le droit de vote. Cette mesure est considérée comme le premier exemple de parlementarisme moderne dans l'histoire de l'Europe occidentale.

(source : Wikipédia)

Parlement de Montfort (Angleterre), 1265

Le premier parlement élu est le Parlement de Montfort en Angleterre en 1265. Seule une petite minorité dispose d'une voix : le Parlement est élu par un petit pourcentage de représentants de la population. Toutefois ce système facilite des dispositions problématiques, telles que les municipalités corrompues. La convocation du Parlement dépend du bon vouloir du Roi ou de la Reine (le plus souvent lorsque celui ou celle-ci a besoin d'argent).

(source : Wikipédia)

Edit de Tolérance de Versailles (France), 1787

Un édit de Tolérance est une déclaration établie par un gouvernement ou un chef d'Etat selon laquelle les membres d'une religion donnée ne sont pas persécutés pour leur pratique religieuse. L'édit ne reconnaît pas la religion comme officielle et ne comporte pas toujours de clauses garantissant les mêmes droits civils à ses adeptes qu'à ceux de la religion officielle en place. Le premier édit de Tolérance, dit édit de Gallien, date de 260. Le dernier édit est de Versailles instauré en 1787. Il apporte la liberté de culte aux protestant·es et aux juif·ves du Sud-Ouest de la France.

(source : Wikipédia)

Révolution brabançonne (Paÿs-Bas), 1789

La Révolution brabançonne se déroule en 1789 dans les Pays-Bas autrichiens. Cette première révolution belge rejette les réformes de l'Empereur autrichien Joseph II qui voulait supprimer une série de lois au profit d'un pouvoir centralisé à Vienne.

(source : Wikipédia)

Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen (France), 1789

La Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen est le texte fondamental de la Révolution française. Publié en 1789, il énonce un ensemble de droits naturels individuels et collectifs et la manière de les mettre en œuvre.

(source : Wikipédia)

Loi « Le Chapelier » – Interdiction de regroupement professionnel (France), 1791

La loi dite « Le Chapelier », instaurée en 1791, interdit tout regroupement professionnel, que ce soit de gens de métier, les « maîtres » ou de leurs ouvriers et apprentis. Elle se concentre essentiellement sur les associations d'ouvriers, interdisant de fait les syndicats ou autres revendications collectives. Cette loi fut précédée par le décret d'Allarde (1791) promul-

quant la liberté d'entreprise et supprimant expressément ces corporations au nom de la liberté du travail et de la libre concurrence.

(source : Wikipédia)

Révolte des esclaves (Saint-Domingue), 1791

En 1791, la révolution haïtienne constitue la première révolte d'esclaves réussie du monde moderne. Après treize années de conflit armé contre les colons français, Haïti devient le premier pays libre du Nouveau Monde, succédant à la colonie française de Saint-Domingue, mais sans que les conflits armés ne cessent.

(source : Wikipédia)

Abolition de l'esclavage (France), 1794

Le décret d'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises (mais pas de la traite) est voté par la Convention nationale à Paris en 1794.

(source : Wikipédia)

Rétablissement de l'esclavage (France), 1802

En 1802, Napoléon Bonaparte rétablit l'esclavage et la traite négrière, ce qui revient à abroger le décret de 1794. La France est le seul pays à avoir rétabli l'esclavage après avoir voté son abolition huit ans auparavant.

(source : Wikipédia)

Indépendance de La Belgique, 1830

Lors du Congrès de Vienne en 1815, les provinces belges et néerlandaises sont réunies, sous l'autorité de Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas. Des protestations s'élèvent rapidement contre l'ingérence du monarque, notamment dans les affaires religieuses et face à la réduction des libertés. Après des révoltes, notamment à Bruxelles le 27 septembre 1830, la scission du royaume est actée et la Belgique devient indépendante.

(source : Belgium.be)

Constitution belge, 1831

Votée par le Congrès national en 1831, la constitution belge instaure un système monarchique institutionnel et parlementaire. Elle garantit 14 libertés, directement inspirées de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen : liberté individuelle, d'opinion, des cultes, de la presse, de l'enseignement, d'association, de réunion, de l'emploi des langues, de poursuites contre les fonctionnaires, de pétition ; inviolabilité du domicile, de la propriété, et du secret des lettres ; égalité devant la loi. De 1831 jusqu'aux années 1960, elle n'a quasiment pas été modifiée. Les premières modifications ont élargi le scrutin. D'autres modifications ont eu lieu pour la mise en place de la fédéralisation de l'Etat. Le dernier changement date du 17 mars 2014.

(source : Wikipédia)

Parti libéral belge, 1846

Lors de l'indépendance de la Belgique en 1830, les partis politiques n'existent encore que sous forme d'institutions peu structurées. C'est lors de son Congrès en 1846 que le parti libéral s'organise et établit son programme. Plate-forme de la bourgeoisie urbaine, ce parti attache une importance particulière à l'indépendance du pouvoir civil face au clergé. Soucieux de l'amélioration de la situation des classes ouvrières, il est perçu comme une formation progressiste par opposition à la droite catholique conservatrice. En 1961, le parti change de nom pour devenir le parti de la liberté et du progrès. C'est en 1972 qu'il se scinde en une partie francophone (Parti réformateur libéral, futur MR), et une partie néerlandophone (Partij voor Vrijheid en Vooruitgang, futur Open VLD).

(source : Wikipédia)

Abolition définitive de l'esclavage (France), 1848

L'esclavage est définitivement aboli le 27 avril 1848. Le décret précise que « nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves ». L'abolition de l'esclavage s'applique dans toutes les colonies et possessions françaises. 250.000 esclaves noirs ou métis-ses aux Antilles, à la Réunion et au Sénégal sont ainsi libérés.

(source : assemblée.nationale.fr)

Syndicalisme (Belgique), 1857

Le syndicalisme belge voit le jour à Gand en 1857, avec la naissance des « Broederlijke wevers » (Tisserands fraternels) et des « Noodlijndende broeders ». Des travailleurs de différents secteurs et métiers emboîtent le pas dans tout le pays.

(source : CARHOP)

Commune de Paris (France), 1870

La Commune de Paris est la plus importante des communes insurrectionnelles de France. Cette insurrection, qui débute en 1870, refuse de reconnaître le gouvernement issu de l'Assemblée nationale constituante, qui vient d'être élue au suffrage universel masculin dans les portions non occupées du territoire durant le conflit franco-prussien. Elle met en place une organisation de type libertaire, fondée sur la démocratie directe, qui donnera naissance au communalisme. Ce projet d'organisation politique de la République française vise à unir les différentes communes insurrectionnelles, mais il ne sera jamais mis en œuvre.

(source : Wikipédia)

Parti catholique belge, 1884

Le parti catholique est un parti politique unitaire et conservateur qui apparaît en 1884. Il est, au côté du Parti libéral et du Parti ouvrier belge, l'un des trois partis politiques belges considérés comme des « partis traditionnels ». C'est le deuxième parti à proprement parler dans l'histoire politique belge. Il dispose de la majorité des sièges dans les deux Chambres de 1884 à 1914, ce qui permet aux catholiques de gouverner seuls de manière continue pendant trente ans.

(source : Wikipédia)

Etat indépendant du Congo, 1885

Léopold II est le fondateur de l'Etat indépendant du Congo. Grâce aux expéditions d'Henry Morton Stanley, il fait reconnaître comme sa propriété personnelle l'Etat indépendant du Congo à la Conférence de Berlin (1884-1885). Léopold II a dirigé le pays en utilisant des mercenaires, a extrait

les ressources du territoire (ivoire et caoutchouc par le travail forcé de la population indigène). L'administration par Léopold II de l'Etat libre du Congo est caractérisée par des atrocités et une brutalité systématique. Le 15 novembre 1908, Léopold II est obligé de transférer le Congo à l'Etat belge. Le Congo devient la colonie de la Belgique.

(source : Wikipédia)

Parti ouvrier belge (POB), 1885

Le Parti ouvrier belge (POB) est fondé le 5 avril 1885 par une centaine de délégués représentant des syndicats, des sections d'un « parti socialiste » né en 1879, des sociétés de secours mutuel et des coopératives. En août 1885, son programme et ses statuts sont établis au congrès d'Anvers. En 1894, il obtient 20% des suffrages aux élections législatives et compte 28 députés. Le POB entre au gouvernement en 1916, puis en 1927 et 1937. Le parti est dissout le 28 juin 1943 et devient le parti socialiste.

(source : CARHOP)

Premières grandes émeutes ouvrières (Belgique), 1886

La révolte sociale de 1886 désigne l'ensemble des émeutes et grèves ouvrières insurrectionnelles du 18 au 29 mars 1886 qui ont eu lieu principalement dans les bassins industriels des provinces de Liège, de Hainaut et de Namur. Cette révolte a pour origine les inégalités sociales grandissantes dans un contexte de crise économique. Sans encadrement politique mais avec des syndicats naissants, elle est réprimée dans le sang.

(source : CARHOP)

Ligue belge du droit des femmes, 1892

La Ligue belge du droit des femmes est la première association féministe de Belgique créée, en 1892, suite à l'Affaire Popelin. Bien que diplômée en droit (ULB), Marie Popelin s'est vue interdite en 1888 de prêter serment comme avocate au Barreau. En effet, la Cour d'appel de Bruxelles refuse à Marie Popelin l'accès au barreau car « la nature particulière de la femme, la faiblesse relative de sa constitution, la réserve inhérente à son sexe,

la protection qui lui est nécessaire, sa mission spéciale dans l'humanité, les exigences et les sujétions de la maternité, l'éducation qu'elle doit à ses enfants, la direction du ménage et du foyer domestique confiée à ses soins la placent dans des conditions peu conciliables avec les devoirs de la profession d'avocat et ne lui donnent ni les loisirs, ni la force, ni les aptitudes nécessaires aux luttes et aux fatigues du barreau ». Les femmes ne seront autorisées à exercer le métier d'avocate qu'en 1922.

(sources : Encyclopédie d'histoire des femmes en Belgique/CRISP)

Congo belge, 1908

En 1908, Leopold II cède l'Etat du Congo à la Belgique. « Congo belge » est l'ancien nom du territoire de l'actuelle République Démocratique du Congo. Pendant les 52 ans de la période coloniale, le Congo belge est géré depuis une administration établie à Bruxelles, avec des envoyés sur place.

(source : Wikipédia)

Première Guerre mondiale, 1914

La Première Guerre mondiale, aussi appelée la Grande Guerre, est un conflit militaire impliquant les grandes puissances européennes liées en blocs entre elles. Au cours des années de guerre, le conflit s'est étendu à plusieurs continents, en impliquant les populations des colonies de ces puissances. Cette guerre qui s'est déroulée du 28 juillet 1914 au 11 novembre 1918, s'est terminée par la signature du traité de Versailles le 28 juin 1919 entre l'Allemagne et les Alliés.

(source : Wikipédia)

Obligation scolaire (Belgique), 1914

La loi instaurant l'obligation scolaire jusqu'à 14 ans est votée en 1914. Cette obligation et la gratuité de l'enseignement obligatoire représentent un pas en avant dans la limitation de la durée du travail des enfants mais aussi dans l'accession des ouvriers à un plus grand degré d'instruction.

(source : CARHOP)

Révolution d'Octobre (Russie), 1917

La Révolution d'Octobre, aussi connue sous le nom de révolution bolchevique ou octobre rouge, a lieu en 1917. Elle a pour origine la situation désastreuse (au niveau économique, social et politique) de la Russie lors de la Première Guerre mondiale. Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (Bolchevik), dirigé par Lénine, était opposé à l'entrée en guerre. Cette dernière a empêché la mise en œuvre des grandes réformes. Lénine et Trotski lancent leurs partisans dans un soulèvement armé à Pétrograd contre le gouvernement provisoire. Au lendemain de la Révolution d'Octobre, la Russie devient le premier pays socialiste (au sens marxiste) de l'Histoire.

(source : Wikipédia)

Suffrage universel masculin pur et simple (Belgique), 1919

Au lendemain de l'armistice de 1918, le Parlement vote le 9 mai 1919 l'installation du système du suffrage universel masculin uninominal et l'abaissement de l'âge pour voter (de 25 ans à 21 ans). Les élections législatives de 1919 sont les premières en Belgique à utiliser ce système. Chaque homme âgé de plus de 21 ans dispose alors d'une voix, selon le principe « un homme, une voix ». Certaines femmes, les veuves de guerre non remariées, celles ayant perdu un fils non marié et les femmes emprisonnées pour leurs activités de résistance, reçoivent le droit de vote aux législatives par « procuration » ; elles récupèrent le droit de vote de leur mari ou fils décédé au front. Seules les résistantes sont considérées comme citoyennes en leur nom propre.

(source : CARHOP)

Syndicat de l'Aiguille (Belgique), 1919

Victoire Cappe fonde en 1907 les Ligues ouvrières féminines chrétiennes et le syndicat de l'Aiguille destinés aux travailleuses afin d'améliorer leurs conditions de travail pénibles, défendre leurs droits et proposer la formation.

(source : CARHOP)

Société des Nations, 1919

La Société des Nations (SDN) est une organisation internationale introduite par le traité de paix de Versailles en 1919. Les objectifs de la SDN sont de promouvoir la coopération internationale et obtenir la paix et la sécurité.

(source : Nations unies)

Fascisme (Italie), 1920

Le fascisme est un système politique autoritaire qui associe populisme, nationalisme et totalitarisme au nom d'un idéal collectif suprême. Ce système politique s'oppose à la démocratie. Le fascisme prend naissance dans le contexte économique et historique de l'après Première Guerre mondiale. Le dictateur italien Mussolini en est le représentant et ce dernier accède au pouvoir dans les années 1920 . Ensuite le fascisme prendra d'autres formes, notamment en Allemagne avec le nazisme d'Hitler dans les années 1930.

(source : Wikipédia)

Éligibilité des femmes aux élections (Belgique), 1920-1921

Les femmes deviennent éligibles dès 1920 à la Chambre et en 1921 au Sénat. Elles peuvent donc être élues et siéger au Parlement, alors qu'elles n'ont pas le droit de voter pour ses représentants (acquis seulement en 1948). La femme mariée doit demander l'autorisation de son mari pour pouvoir se présenter aux élections et pour occuper la fonction de bourgmestre.

(source : CARHIF)

Loi des 8 heures de travail (Belgique), 1921

En 1921, la loi des 8 heures de travail est votée pour toutes les branches d'activité et le secteur public. 8h de travail, 8h de sommeil et 8h de loisirs, pour se détendre, se former, s'informer, vivre en famille.

(source : CARHOP)

Ligue nationale des travailleurs chrétiens (Belgique), 1921

La Ligue nationale des travailleurs chrétiens (LNTC), créée en 1921, est une ligue politique qui protège les intérêts des travailleurs et plus particulièrement des ouvriers chrétiens. Les dirigeants de la Ligue doivent être eux-mêmes des ouvriers et défendre le droit de l'ouvrier dans tous les domaines. Ce droit est conféré aux ouvriers par la Constitution et par la loi. C'est l'ancêtre du Mouvement Ouvrier Chrétien.

Quatre organisations ouvrières chrétiennes nationales vont composer la LNTC :

- la Confédération des syndicats chrétiens (CSC) ;
- l'Alliance nationale des mutualités chrétiennes (AMMC) ;
- la Fédération nationale des Ligues ouvrières féminines chrétiennes (LOFC) ;
- la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC).

(source : CARHOP)

Liberté d'association (Belgique), 1921

Le droit de s'associer est reconnu aux citoyen·nes par la Constitution. Toutefois, les regroupements restent longtemps un délit aux yeux du Code pénal. Il faut attendre 1921 pour que ce principe constitutionnel reçoive un cadre légal, avec le vote de la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté associative, et pour lever les entraves à cette liberté. Ces dispositions légales sont modifiées avec le Code des Sociétés et Associations, entré en vigueur en 2019.

(source : Wikipédia)

Seconde Guerre mondiale, 1939

La Seconde Guerre mondiale est un conflit armé à l'échelle planétaire qui dure du 1^{er} septembre 1939 au 2 septembre 1945 et qui oppose les Alliés (menés par la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique) et l'Axe (Allemagne, Italie, Japon). Cette guerre est marquée par l'accession au pouvoir en Allemagne d'Hitler et du nazisme. Durant cette guerre, 62 millions de personnes sont décédées dont 6 millions de victimes juives, tziganes, opposants politiques, homosexuel·les et handicapés.

(source : Wikipédia)

Pacte social (Belgique), 1944

Instauré par un arrêté-loi en 1944, le Pacte social est le fruit d'une longue évolution des rapports sociaux et s'articule autour de trois grands axes :

- intervention dans le régime salarial des travailleur·euses en vue de l'améliorer ;
- instauration d'un système complet de Sécurité sociale fondé sur la solidarité ;
- mise en place d'un système de concertation paritaire entre patrons et travailleur·euses. Ce dernier axe institue une co-gestion tripartite de la Sécurité sociale.

Le Pacte social permet la mise en place en Belgique du système de Sécurité sociale.

(source : Wikipédia)

Guerre froide, 1947

La guerre froide est le nom donné à la période de fortes tensions géopolitiques durant la seconde moitié du XX^e siècle, entre d'une part, les Etats-Unis et leurs alliés constitutifs du bloc de l'Ouest et d'autre part l'Union des républiques socialistes soviétiques et ses Etats satellites formant le bloc de l'Est. Elle débute à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le 12 mars 1947 et se termine le 26 décembre 1991 avec la chute de l'URSS.

(source : Wikipédia)

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948 à Paris. Elle n'a pas de valeur juridique, ce texte est une proclamation de droits, il n'a donc qu'une valeur déclarative. Nous y retrouvons les droits fondamentaux de l'individu, leur reconnaissance, et leur respect par la loi. Un préambule débute par huit considérations reconnaissant la nécessité du respect inaliénable de droits fondamentaux de l'homme par tous les pays, nations et régimes politiques.

(source : Wikipédia)

Droit de vote pour Les femmes (Belgique), 1948

La loi du 27 mars 1948 est une loi belge qui octroie le suffrage universel aux femmes. Cette loi permet d'instaurer l'égalité politique entre les hommes et les femmes aux différents niveaux de pouvoir. Le 26 juin 1949, les femmes votent pour la première fois aux élections législatives.

(source : CARHIF)

Question royale (Belgique), 1950

La question royale désigne les événements politiques qui ont eu lieu entre le 7 mai 1945 et le 31 juillet 1951 autour du retour au pays du roi Léopold III après la Seconde Guerre mondiale. Cette question est à l'origine d'événements sanglants (vague d'attentats et grève violente), principalement dans le sillon Sambre-et-Meuse. Le gouvernement organise alors le 12 mars 1950 une Consultation populaire, soit un référendum consultatif sur le retour du roi sur le trône (le référendum n'est pas permis par la Constitution belge). La crise aboutit à l'abdication de Léopold III au profit de son fils Baudouin, le 16 juillet 1951.

(source : Wikipédia)

Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), 1951

La Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) était une organisation internationale fondée sur le traité de Paris (1951). La CECA rassemble à l'origine six nations (France, Allemagne, Italie et le Benelux), unifiant l'Europe de l'Ouest durant la guerre froide et créant les bases d'une démocratie européenne et le développement actuel de l'Union européenne. Elle a été au niveau européen la première organisation fondée sur des principes supranationaux. La proposition de sa création est un moyen d'empêcher une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne. L'objectif est de soutenir les industries européennes des secteurs du charbon et de l'acier pour leur permettre de se moderniser, d'optimiser leur production et de réduire leurs coûts, tout en prenant en charge l'amélioration des conditions de vie de leurs salarié·es et leur reclassement en cas de licenciement.

(source : Wikipédia)

Première Maison de Jeunes (Belgique), 1955

La première maison de jeunes naît à Bruxelles au début des années 1950. Elle est issue de la bourgeoisie catholique bruxelloise. L'objectif est d'accueillir les jeunes « désœuvrés » afin qu'ils ne « traînent pas dans les rues de certains quartiers ». En 1955, la Fédération belge des Maisons de Jeunes et de la Culture (FBMJC) voit le jour, avec comme objectifs « la création, la gestion, l'aide morale et matérielle des centres d'accueil, d'hébergement issus de la Maison des Jeunes d'origine et de ceux qui demanderaient son appui. »

(source : Fédération des maisons de jeunes en Belgique francophone)

Traité de Rome, 1957

Le traité instituant la Communauté économique européenne (TCEE), aussi appelée Traité de Rome, (ou encore traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, TFUE) est un traité signé à Rome, en 1957, entre six pays (Allemagne de l'Ouest, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas). Le TCEE est ensuite élargi au Danemark, au Royaume-Uni et à l'Irlande, puis à la Grèce et enfin à l'Espagne et au Portugal. Il fonde le marché commun européen et définit les bases de la politique agricole commune.

(source : centre de documentation de l'UE)

Cour européenne des Droits de l'Homme, 1959

Instituée en 1959, la Cour européenne des Droits de l'Homme est une juridiction internationale compétente pour statuer sur des demandes individuelles ou étatiques signalant des violations des droits civils et politiques énoncés par la Convention européenne des Droits de l'Homme.

(source : Wikipédia)

Indépendance du Congo belge, 1960

L'indépendance du Congo belge est proclamée, en 1960, par Joseph Kasavubu, président et Patrice Lumumba, Premier ministre. Le Congo devient la « République du Congo » le 30 juin 1960.

(source : Wikipédia)

Grève contre La Loi unique (Belgique), 1960

La grève générale de l'hiver 1960-1961 déclenchée contre le programme d'austérité du gouvernement de Gaston Eyskens (parti catholique), dure six semaines et paralyse principalement la Wallonie. Conflit social classique entre des syndicats et un pouvoir politique disant vouloir redresser les finances publiques par des mesures d'austérité, considérée comme « la grève du siècle », elle a profondément marqué à la fois le mouvement wallon et la perception de la Wallonie par elle-même et par le reste de la Belgique en raison du contraste entre la poursuite de la grève au sud du pays et son essoufflement rapide au nord.

(source : Wikipédia)

Fédération nationale belge des mouvements pour Le planning familial, 1963

C'est en 1960 qu'apparaît le premier centre de planning familial à Gand et en 1962 qu'émerge le premier centre de planning familial francophone. En 1963, les centres francophones et flamands se fédèrent et deviennent la Fédération nationale belge des mouvements pour le planning familial. Aujourd'hui, les branches francophone et néerlandophone sont séparées et leurs trajectoires diffèrent : d'un côté, la Fédération laïque des centres de planning familial, de l'autre les Abortuscentra.

(source : laïcité.be)

Pilule contraceptive (Belgique), 1963

En Belgique, la vente des contraceptifs était interdite depuis 1923. Il n'était même pas permis d'en faire la publicité. La pilule va tout de même se vendre chez nous à partir des années 1960. Elle n'est pas prescrite comme moyen contraceptif, mais pour des problèmes d'aménorrhée, de règles douloureuses... À l'hôpital Saint-Pierre, des médecins mettent en place un circuit parallèle de vente, avec l'aide de pharmaciens, mais aussi de pilotes et d'hôtesse de la Sabena chargés de ramener ces articles de l'étranger.

(source : Wikipédia)

Décret « éducation permanente » (Belgique), 1976

Inspiré par les mouvements ouvriers chrétien et socialiste, ce décret pérennise le soutien aux associations, en reconnaissant « d'utilité publique » les actions d'éducation permanente. Plusieurs centaines d'organisations d'éducation permanente sont ainsi reconnues. Elles ont pour mission l'éducation permanente du milieu populaire et pour finalité la démocratie culturelle. Ce décret est fondamental car il reconnaît l'utilité publique d'une libre critique associative de l'ordre établi, porteuse d'émancipation, et le financement des associations qui mettront en œuvre des programmes participatifs d'éducation permanente des adultes.

(source : Fédération Wallonie-Bruxelles)

Premières élections européennes, 1979

Le traité de Rome de 1957 qui a institué la Communauté économique européenne prévoyait l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel en utilisant un système d'élection commun. Le Conseil était responsable de la mise en œuvre de cette disposition, mais n'a pas agi. Le Parlement européen a fini par menacer le Conseil de porter plainte devant la Cour de justice des communautés européennes. Le Conseil décida alors de procéder aux premières élections au suffrage universel en 1979.

(source : Wikipédia)

Parti Ecolo (Belgique), 1980

Le parti Ecolo (Ecologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales) se revendique de l'écologie politique et suit certains des principes de la politique écologique. Il a été l'un des premiers partis verts au monde à entrer dans un parlement national. Il est issu, comme dans d'autres pays d'Europe occidentale, de mouvements de protection de l'environnement. Après 1987, les militant·es du parti Solidarité et Participation, issu du MOC, s'engagent en grande majorité chez Ecolo.

(source : Wikipédia)

Communautés (flamande, française et germanophone), 1980

Les trois Communautés ont été officiellement créées par une loi spéciale promulguée le 24 décembre 1970 lors de la première réforme de l'Etat. Celle-ci révisé la Constitution belge, notamment avec l'article 2 qui divise le Royaume en trois Communautés culturelles : la Communauté culturelle néerlandaise, la Communauté culturelle française et la Communauté culturelle allemande. Elle répond à une demande flamande ayant pour but de protéger la culture du nord du pays qui perdait alors du terrain face au français.

(source : Wikipédia)

Régions (wallonne, flamande et bruxelloise), 1980

Les Régions sont créées par une loi spéciale promulguée le 24 décembre 1970 lors de la première réforme de l'Etat. Celle-ci révisé la Constitution belge, notamment avec l'article 3 qui divise le Royaume en trois Régions administratives : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise. Cependant, la loi spéciale du 8 août 1980, créant les institutions régionales, ne comportait aucune disposition relative à la Région bruxelloise, ceci en raison de l'impossibilité de dégager un accord politique à son propos. Ce n'est qu'en 1988 qu'un accord est trouvé, aboutissant à la loi spéciale du 12 janvier 1989 qui crée la Région de Bruxelles-Capitale officiellement bilingue.

(source : Wikipédia)

Congé-éducation payé (Belgique), 1985

Le congé-éducation payé (CEP) est un droit des travailleur-euses du secteur privé pour suivre des formations agréées, tout en maintenant leur rémunération. Ce droit amplifie et renforce le crédit d'heures né en 1963. Il permet et facilite la formation générale et professionnelle des travailleur-euses. L'employeur ne peut donc s'y opposer, mais la planification du congé doit se faire en accord avec l'employeur.

(Source : FTU)

Accord de Schengen, 1985

L'accord de Schengen établit la libre circulation des ressortissants européens, sans contrôle d'identité, au sein de l'espace Schengen (23 pays signataires sur 27).

(source : Wikipédia)

Cordon sanitaire (Belgique), 1989

Cette expression a pour origine les élections communales de 1988 qui voit la percée du Vlaams Belang. Les cinq principaux partis démocratiques ont signé un protocole par lequel ils s'engagent à refuser toute alliance avec les partis d'extrême droite. Du côté francophone, cette expression désigne à la fois un accord politique mais également un dispositif médiatique. Ce dernier consiste à empêcher les partis d'extrême droite d'avoir un temps de parole libre en direct à la télévision.

(source : CRISP)

Région Bruxelles-Capitale, 1989

Par la loi spéciale du 12 janvier 1989, la Région de Bruxelles-Capitale est définitivement créée sur le territoire des 19 communes bruxelloises. Elle possède ses propres institutions.

(source : Wikipédia)

Chute du mur de Berlin, 1989

Le mur de Berlin a été construit en 1961 et sépare la ville d'est en ouest suivant le tracé fixé par les Alliés et les Soviétiques à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'affaiblissement de l'Union soviétique et la détermination des Allemands de l'Est, qui organisent de grandes manifestations, a conduit à la chute du mur en novembre 1989.

(source : Wikipédia)

Dépénalisation de L'avortement (Belgique), 1990

Le 29 mars 1990, la dépénalisation de l'avortement est approuvée à la Chambre des députés. Le roi Baudouin abdique, pour une durée de 36 heures, en invoquant l'article 82 de la Constitution de « l'impossibilité de régner ». Catholique, le roi affirme que sa conscience ne lui permet pas de signer le texte sur l'IVG, tout en acceptant que cette loi est nécessaire à son pays.

(source : Wikipédia)

Chute de L'URSS et du bloc communiste, 1991

L'effondrement de l'URSS s'est produit lorsque le Soviet suprême de l'Union soviétique et le Soviet des 15 républiques de l'Union soviétique ont créé la Communauté des Etats indépendants (CEI). Ils reconnaissent officiellement la séparation des républiques de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Les révolutions de 1989 et la dissolution de l'URSS marquent la fin de la guerre froide et le début des conflits post-soviétiques.

(source : Wikipédia)

Loi Onkelinx - Abrogation du délit de vagabondage et de mendicité (Belgique), 1993

La loi Onkelinx entre en vigueur fin de l'année 1993. Elle abroge le délit de vagabondage et de mendicité. Cette loi marque un véritable tournant dans la politique d'aides aux sans-abris. Autrement dit, les sans-abris deviennent des personnes en situation de précarité et d'exclusion, au lieu d'individus à punir. Mais dans les faits, la criminalisation des sans-abris n'a pas totalement disparu aujourd'hui, en témoignent les arrêtés mendicité pris par certaines communes et l'apparition d'un mobilier urbain dissuasif.

(source : Wikipédia)

Abolition de la peine de mort (Belgique), 1996

En Belgique, la dernière exécution capitale en temps de paix a eu lieu en 1863. Ce n'est qu'en 1996 que l'abolition de la peine de mort est entérinée dans la loi, et inscrite dans la Constitution. L'interdiction s'applique dès lors à tous les crimes, indépendamment de la situation dans laquelle ils ont été perpétrés, y compris en temps de guerre.

(source : Wikipédia)

Patriot Act (USA), 2001

Le USA Patriot Act est une loi antiterroriste votée par le Congrès des Etats-Unis et signé par Georges W. Bush. Elle autorise les services de sécurité à accéder aux données informatiques des particuliers et des entreprises, sans autorisation préalable et sans en informer les utilisatrices.

(source : Wikipédia)

Loi pour Le mariage des personnes de même sexe (Belgique), 2003

Le 30 janvier 2003, la Chambre des représentants belge adopte la « proposition de loi ouvrant le mariage à des personnes de même sexe ». La Belgique devient le deuxième pays au monde à reconnaître le mariage homosexuel, avec certaines restrictions concernant la filiation (abrogées par la loi du 1^{er} décembre 2005). Le mariage avec un·e étranger·ère ou entre étranger·ères de même sexe n'est autorisé que si le pays d'origine permet ces unions. Une circulaire ministérielle du 24 janvier 2004 étend la portée de la loi à tous les couples, quelle que soit la législation du pays d'origine, à condition que l'un des époux ait vécu au moins trois mois sur le territoire belge. Aujourd'hui les couples de même sexe peuvent se marier et adopter légalement en Belgique.

(source : Wikipédia)

Droit de vote des étranger·ères pour Les élections communales (Belgique), 2004

Le droit de vote des étrangers pour les élections communales a été inséré dans l'article 1ter de la loi électorale communale du 12 août 1932 par une loi du 19 mars 2004. Cette seconde loi est intervenue en réponse aux pressions imposées par l'Union européenne sur la Belgique afin qu'elle respecte le traité de Maastricht. Elle prévoit également le droit de vote pour les personnes qui résident en Belgique mais qui ne sont pas ressortissant·es d'un Etat membre de l'Union européenne.

(source : Wikipédia)

Facebook, 2004

Facebook, fondé par Mark Zuckerberg, est un réseau social en ligne appartenant à Meta. Il permet à ses utilisateur·rices de publier les images, des photos, des vidéos, des fichiers et documents, d'échanger des messages, de joindre et créer des groupes et d'utiliser une variété d'applications. En 2022, Facebook est le réseau social le plus utilisé au monde avec 2,91 milliards d'abonné·s actif·ves. Facebook fait régulièrement l'objet de débats, tant sur le plan politique que juridique, économique, culturel et social. Son influence dans la sphère publique et la manière dont il affecte la vie sociale de ses utilisateur·rices, son usage des données personnelles, son rôle dans la propagation des infox, sa responsabilité dans la banalisation des discours de haine ou dans sa politique de régulation des contenus sont souvent discutés dans l'actualité.

(source : Wikipédia)

Déclaration de Fribourg sur Les droits culturels, 2007

Fruit d'un travail de 20 ans mené par un groupe d'expert·es, issu·es de la société civile de divers continents, la Déclaration de Fribourg rassemble et explicite les droits culturels qui sont déjà reconnus, mais de façon dispersée dans de nombreux instruments (Déclaration universelle des Droits de l'Homme, Pactes internationaux des Nations unies, Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle...).

(source : Observatoire de la diversité et des droits culturels)

Conseil consultatif fédéral des aîné·es (Belgique), 2007

Le Conseil consultatif fédéral des aîné·es créé en mars 2007, a pour mission de donner, de sa propre initiative ou à la demande du gouvernement fédéral ou d'une Chambre législative, des avis sur les matières relevant de la compétence de l'autorité fédérale concernant les pensions, l'égalité des chances, l'intégration sociale et la lutte contre la précarité, l'accessibilité des soins de santé et la mobilité.

(source : Conseil consultatif fédéral des aînés)

Lancement de La Stratégie numérique pour L'Europe, 2010

La Stratégie numérique pour l'Europe consacre le « digital par défaut » comme principe dominant dans l'offre publique ou privée de services essentiels, afin d'accroître le potentiel de l'économie numérique. Cette stratégie, qui se situe dans le prolongement de la Stratégie de Lisbonne, soutient la digitalisation des services, y compris publics, dans toute une série de secteurs. Une deuxième stratégie a été établie pour cinq ans en 2020. La crise COVID et ses confinements successifs ont accéléré et amplifié ce mouvement de digitalisation qui réduit, voire supprime, les guichets physiques et un lien direct entre nombre de services et la population.

(Source : CIEP)

Adoption par le MOC de La grille de lecture de La triple domination, 2011

Lors du Congrès du 21 mai 2011, le MOC adopte la grille de lecture de la triple domination comme cadre d'analyse mais également comme stratégie de lutte, à savoir :

- la domination capitaliste et le rapport inégalitaire entre le capital et le travail qu'elle produit et approfondit ;
- la domination patriarcale, illustrée par le sexisme, qui instaure et renforce l'inégalité dont sont victimes les femmes ;
- la domination raciste, qui affirme la suprématie d'une ethnie, d'une communauté, d'une religion ou à l'encontre des autres et renforce les discriminations à leur égard.

(source : MOC)

Sixième réforme de l'Etat belge, 2014

Dès la fin des années 1960, une série de réformes de l'Etat ont été entreprises. Les premières réformes tentaient d'apporter une solution aux tensions communautaires. La sixième réforme est le résultat de 541 jours de crise politique en 2010-2011 et s'est réalisée en deux volets. Cette réforme a été négociée par les six partis qui formeront le gouvernement Di Rupo (PS, Spa, CD&V, cdH, Open VLD, MR) et avec le soutien d'Ecolo et Groen !). La NV-A n'a joué aucun rôle dans les négociations ayant conduit à cette réforme. Cette sixième réforme concerne essentiellement le transfert des compétences de l'Etat fédéral vers les Communautés et les Régions.

(source : belgium.be)

Communes hospitalières (Belgique), 2017

A travers le mouvement des « Communes hospitalières », lancée en septembre 2017 par le CNCD-11.11.11, des collectifs de citoyen·nes se mobilisent pour que leur commune s'engage concrètement à améliorer l'accueil et le séjour des personnes migrantes. 52 communes ont déjà voté une motion faisant d'elles des communes hospitalières.

(source : CNCD – 11.11.11)

Abandon du projet d'aéroport de Notre-Dames-des-Landes (France), 2018

La Zone A Défendre (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes est une expérimentation sociale anti-capitaliste et anti-autoritaire montée dans les années 2010 par les opposant·es au projet d'aéroport du Grand Ouest, à Notre-Dame-des-Landes en France. Ses occupant·es souhaitent défendre une zone humide préservée à l'origine de plusieurs rivières. Dès les années 1970, l'opposition à ce projet d'aménagement du territoire se manifeste mais c'est seulement en 2010 que la ZAD se structure avec les habitant·s locaux·ales et des militant·es d'origines diverses. En janvier 2018, le gouvernement abandonne le projet d'aéroport et propose une régularisation des habitant·es via la signature de baux ruraux. Quelques mois plus tard, les forces de l'ordre procèdent à l'évacuation des habitant·es de la ZAD qui ont refusé la régularisation.

(source : Wikipédia)

Mouvement des gilets jaunes (France), 2018

Le mouvement des gilets jaunes est un mouvement de protestation non structuré apparu en France en octobre 2018. L'origine de ce mouvement est l'augmentation du prix des carburants automobiles. Les Français·es se mobilisent alors en manifestant et en réalisant des blocages routiers. Rapidement, les revendications du mouvement s'étendent à l'amélioration du niveau de vie des classes populaires et moyennes, la justice fiscale et sociale, la démission d'Emmanuel Macron, le rétablissement de l'impôt sur la fortune et l'instauration du référendum d'initiative citoyenne. L'ONU et le Conseil de l'Europe, ainsi que des associations comme Amnesty International, critiquent une conduite inadaptée de la part des forces du maintien de l'ordre et s'interrogent sur l'usage d'armes telles que les lanceurs de balles de défense et les grenades de désencerclement.

(source : Wikipédia)

Mobilisation des jeunes pour le climat (Belgique), 2019

Le 10 janvier 2019 a lieu la première manifestation de Youth for Climate Belgium, à l'initiative d'Anuna De Wever, inspirée par la suédoise Greta Thunberg. Cette manifestation rassemble 3 000 jeunes à la Gare de Bruxelles-Central pour une marche à destination du parlement flamand.

(source : Wikipédia)

Réforme du Code des sociétés et des associations (Belgique), 2019

Le droit des sociétés et des associations a été profondément réformé en vue d'être simplifié et modernisé. Cette disposition vient donc modifier la loi de 1921 régissant les associations, en intégrant les ASBL au même cadre juridique que les sociétés.

(source : FTU)

Brexit, 2020

Le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne a eu lieu le 31 janvier 2020. Il fait suite au référendum britannique du 23 juin 2016, par lequel 51,89% des électeur·rices se sont prononcés·es pour un retrait de leur pays de l'Union européenne et de la Communauté européenne et de l'énergie atomique. Le Brexit entraîne des conséquences négatives au niveau économique et financier mais également au niveau juridique et légal.

(Source : Wikipédia)

Confinements et restrictions de Libertés temporaires (Belgique), 2020

Le principe de l'Etat de droit régit l'Etat belge et la plupart des Etats du monde. Il garantit le respect de nos droits et libertés. Pourtant les nombreuses mesures prises pour faire face à la pandémie de COVID-19 questionnent le respect du principe de légalité et plus généralement de l'Etat de droit.

(source : Ligue des Droits humains)

Droit de vote à partir de 16 ans (élections européennes), 2022

La Chambre a approuvé en séance plénière une proposition de loi d'Ecolo-Groen!, co-signée par les partis de la majorité, accordant le droit de vote aux élections européennes à partir de 16 ans. Celui-ci sera effectif dès le prochain scrutin, en 2024 et accessible à quelques 270.000 jeunes. Ce texte traduit l'accord intervenu fin 2021 au sein de la Vivaldi. Contrairement aux personnes majeures obligées d'aller voter, il s'agit d'une possibilité offerte aux jeunes.

(source : Service public fédéral intérieur)

Droit de grève mis en péril (Belgique), 2023

Dans l'affaire Delhaize, les syndicats ont manifesté contre l'ordonnance du tribunal de première instance néerlandophone de Bruxelles, qui en réponse à la requête unilatérale de l'entreprise, a interdit pour un mois renouvelable les piquets de grève devant les magasins et les dépôts du groupe. Le droit de grève est-il menacé ?

(source : RTBF.be)

Crédits des images et photos (titre)

Des recherches ont été réalisées pour trouver les copyrights, toutefois, dans certains cas, nous n'avons pu trouver les ayants droits.

Les images, logos et photos sont classés par ordre chronologique.

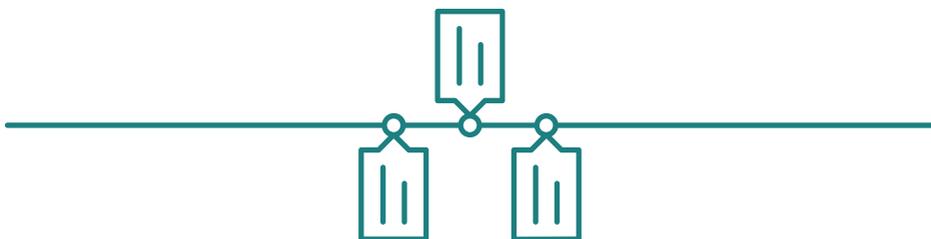
©Nonbirinonko, Parthénon, <https://pixabay.com/en/greece-palace-parthenon-iconic-1594689/> copie d'archive / ©Haitham, Alfalah, Cathédrale de León, https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cath%C3%A9drale_de_Le%C3%B3n_%28Espagne%29.JPG / Doyle, James William Edmund, 1864, Henry III in A Chronicle of England: B.C. 55 – A.D. 1485, A Chronicle of England, B.C. 55 – A.D. 1485, / Édité de tolérance (1787), signé par Louis XVI, archives nationales, <https://picryl.com/media/edit-de-tolerance-1787-signe-par-louis-xvi-64bcd9> / Tomkins, Peltro William, Van den Bergh, Ignatius Jos, The young hero of Turnhout who so manfully distinguished himself on the 27th Octr. 1789, Londres, 1790, <https://repository.library.brown.edu/studio/item/bdr:225696/> Le Barbier, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, <https://www.parismuseescollections.paris.fr/fr/musee-de-la-vie-romantique/oeuvres/portrait-du-marechal-de-saxe> / Jean-Baptiste Vérité, Isaac Le Chapelier, 1789, Paris, BnF, département des estampes et de la photographie, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Isaac_Le_Chapelier#/media/Fichier:Isaac_Ren%C3%A9_Guy_le_Chapelier_\(Jean_le_Chapelier,_1754-1794\),_French_politician.jpg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Isaac_Le_Chapelier#/media/Fichier:Isaac_Ren%C3%A9_Guy_le_Chapelier_(Jean_le_Chapelier,_1754-1794),_French_politician.jpg) / Janvier Suchodolski, La Bataille de Saint-Domingue, 1845, Musée de l'Armée polonaise, Varsovie, https://fr.wikipedia.org/wiki/Exp%C3%A9dition_de_Saint-Domingue#/media/Fichier:Battle_for_Palm_Tree_Hill.jpg / Carl de Vinck, Les Mortels sont égaux, ce n'est pas la naissance c'est la seule vertu qui fait la différence, Paris, 1794, <https://www.parismuseescollections.paris.fr/fr/musee-carnavalet/oeuvres/les-mortels-sont-egaux-ce-n-est-pas-la-naissance-c-est-la-seule-vertu-qui#infos-principales> / Sejan, Loi du 30 floréal An X (1802) rétablissant l'esclavage dans les colonies rendues à la France ainsi que dans les colonies au-delà du Cap de Bonne-Espérance, conformément aux lois et règlements antérieurs à 1789, Archives nationales d'outre-mer, https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Fichier:Loi_sur_la_traite_des_noirs_et_le_r%C3%A9gime_des_colonies,_30_flor%C3%A9al_an_X_1802.jpg / Gustave Wappers, Épisode des journées de septembre 1830, 1834, musées royaux des Beaux-Arts de Belgique, https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89pisode_des_Journ%C3%A9es_de_Septembre_1830_sur_la_place_de_l%27H%C3%B4tel_de_ville_de_Bruxelles / Constitution belge, https://www.senate.be/doc/const_fr.html / Hymans, Louis Salomon, Hymans, Henri, Hymans Paul, Congrès libéral du 14 juin 1846, tenu dans la salle Gothique de l'hôtel de ville de Bruxelles,

in Bruxelles à travers les âges, 1884, Bruxelles, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_lib%C3%A9ral_\(Belgique\)#/media/Fichier:Bruxelles_%C3%AO_travers_les_%C3%A2ges_\(1884\)_%2814577138309%29.jpg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_lib%C3%A9ral_(Belgique)#/media/Fichier:Bruxelles_%C3%AO_travers_les_%C3%A2ges_(1884)_%2814577138309%29.jpg) / François-Auguste, Biard, Abolition de l'esclavage, 1849, Château de Versailles, fr.wikipedia.org/wiki/L%27Abolition_de_l%27esclavage_dans_les_colonies_fran%C3%A7aises_en_1848#/media/Fichier:Biard_Abolition_de_l%27esclavage_1849.jpg / Ralph Chaplin, dessin publié dans Solidarity, organe du syndicat international Industrial Workers of the World (IWW), 1917, https://fr.wikipedia.org/wiki/Syndicalisme#/media/Fichier:The_hand_that_will_rule_the_world.jpg / A. Raffet, Costumes militaires de la Commune, 1920, https://fr.wikipedia.org/wiki/Commune_de_Paris#/media/Fichier:Costumes_militaires_de_la_Commune_d%27apr%C3%A8s_nature_par_A._Raffet.jpg / © CARHOP, série Photos / Drapeau de l'Association internationale africaine, de l'État indépendant du Congo (1877-1908) et du Congo belge (1908-1960), https://fr.wikipedia.org/wiki/Association_internationale_africaine#/media/Fichier:Flag_of_Congo_Free_State.svg / Balthazar, Quarante, Isabelle, Blume, Bouchery, XXXXVIIIÈME congrès, Bruxelles, 24 et 25 décembre 1933 : compte rendu sténographique, Bruxelles : L'Eglantine, 1934, Institut Van / Robert Koehler, La Grève au pays de Charleroi, 1886, Deutsches Historisches Museum, https://fr.wikipedia.org/wiki/Gr%C3%A8ve_belge_de_1886#/media/Fichier:%22Der_Streik%22_von_Robert_Koehler.jpg / © CARHIF, Marie Popelin / © Captain Frank Hurley, Soldats de l'infanterie australienne pendant la Première Guerre mondiale portant des masques anti-gaz de modèle Small Box Respirators (SBR). Les soldats appartiennent au 45e bataillon, 4e division australienne. Photographie prise à Garter Point près de Zonnebeke, secteur d'Ypres, 27 septembre 1917, https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Fichier:Australian_infantry_small_box_respirators_Ypres_1917.jpg / © CARHOP, Fonds JOC/F, série Photos / Boris Koustodiev, Le Bolchevik, 1920, Tretyakov Gallery, Moscou, https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Fichier:Kustodiev_The_Bolshevik.jpg / © CARHOP, série Photos / Carhop, syndicat aiguille / Emblème de la Société des Nations en 1939, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_des_Nations#/media/Fichier:Flag_of_the_League_of_Nations_\(1939\).svg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_des_Nations#/media/Fichier:Flag_of_the_League_of_Nations_(1939).svg) / © F l a n k e r, Fasces lictoriae, 2007, https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Fasces_lictoriae.svg / © KADOC, femme votant en 1920 / © Charles Van Roose, Les 3 X 8 : travail/arbeid - loisirs/uitspanning - repos/rust, Commission syndicale de Belgique, [années 20] ; Bruxelles - Forest : / © CARHOP, Fonds EPC, série Photographies. La Populaire condruzienne / Soldats canadiens en 1944, National Archives of Canada, https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_militaire_du_Canada_pendant_la_Seconde_Guerre_mondiale#/media/Fichier:Canadiannaziflag1944.jpg / © auteur inconnu / © Cass Anaya, History of 4/16: Cold War (med: Acrylic Paint), <https://www.flickr.com/photos/cassanaya/7063411241> / Eleanor Roosevelt holding poster of

the Universal Declaration of Human Rights (in English), Lake Success, New York. November 1949 / FDR Presidential Library & Museum — <https://www.flickr.com/photos/fdrlibrary/27758131387/> / Rendu 3D de la journée de la femme, https://fr.freepik.com/psd-gratuit/rendu-3d-icone-journee-femme_39159463.htm / © Jos, Vols, Manifestation favorable au retour du roi à Courtrai, https://fr.wikipedia.org/wiki/Question_royale#/media/Fichier:Koningskwestie_Kortrijk.jpg / Drapeau de la CECA, https://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9_europ%C3%A9enne_du_charbon_et_de_l'acier#/media/Fichier:Flag_of_the_European_Coal_and_Steel_Community_12_Star_Version.svg / <https://servicejeunesse.cfwb.be/subventions/centres-jeunes> / Logo de Cour européenne des droits de l'homme / Inconnu, <https://cdad-cotedor.justice.fr/juridictions/organisation-de-la-justice/les-juridictions-supra-nationales/les-cours-de-justice-europeenne/la-cour-europeenne-des-droits-de-lhomme-couredh> / © Poma, la cérémonie de signature du traité, 1957, Rome / © CARHOP, série Photos / <https://www.planningfamilial.net/> / © Murielle Babin, contraception pilules, 2011, <https://www.flickr.com/photos/muriellebabin/32225868595/> / https://fr.freepik.com/photos-gratuite/collegues-discutant-nouvelles-idees-lors-reunion-affaires_7838524.htm#query=professionnels%20creation&position=15&from_view=keyword&track=ais&uuid=b9874449-1284-42f3-831b-f290141bdeea / Bulletin de vote tenu à la main et mis dans l'urne, https://fr.freepik.com/photos-gratuite/bulletin-vote-tenu-main-mis-dans-urne_5866132.htm / © Frederic Severino, Logo du parti écologiste belge en 1989, https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Logo_d%27Ecolo_en_1989.jpg / © Vascer, Knorck, Carte des communautés de Belgique, 2008, https://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9s_de_Belgique#/media/Fichier:BelgieGemeenschappenkaart.svg / © Vascer, Carte des régions de Belgique, 2010, https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9gions_de_Belgique#/media/Fichier:Regions_of_Belgium_location.svg / © MOC, MOC national, CIEP-ISCO. Le congé éducation payé abordé à la Semaine sociale wallonne, Braine-l'Alleud, 1995. / © Fry1989, [https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Fichier:Nederlands_verkeersbord_F10_\(v2\).svg](https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Fichier:Nederlands_verkeersbord_F10_(v2).svg) / © Raphaël, Thiémard, Chute du mur, 1989 Berlin, https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Berlin_1989,_Fall_der_Mauer,_Chute_du_mur_08.jpg / © Jeanne Menjoulet, manifestation contre les atteintes au droit à l'avortement, 2019, <https://www.flickr.com/photos/jmenj/48813195787/in/photolist-2hnsotV-brZS5z-9tJxS2-9tJw76-bD66SE-bD68q3-9tJtCc-yfUWR-9tJxLX-6aP77p-9tMtUb-9tMsLQ-9tJwik-S6uKyu-Xdx44-hHftmB-7JeR7P-4pHuTp-2oeYeJE-24tkw37-86WSxs-nFaWWb-kmTy38-24tkwam-6udWgC-24tkwdY-7o7Tpm-24tkw5b-279QXA5-7d8DVw-a4SSV-HyTgbX-279QXkf-bpmhN-jeWgdk-7yU1S3-jeWMET-LYTBRB-jeYfSe-jf1Wos-N9zWw6-bpnFX-8GjUEp-bpmhL-kjHcEA-8GjPwK-8Go1HA-8Go3uN-hviFyj-iwM14M> / © Axance4, Communisme, <https://>

www.flickr.com/photos/axance4/2796443319/ / © CARHOP, série Photos / © Lalykse, alms, 2014, <https://www.flickr.com/photos/lalykse/15199206760/> / © DEBS, Vignette a day : Guillotine, 2012, <https://www.flickr.com/photos/lego27bricks/6974363215/in/photolist-bCircD-8y3Tvf-T1g65p-cHyB59-6awszx-4PES1-21NUTMU-e4whF-czG6XQ-fofrW-4HPDzr-e4whR-4gHNgd-fYo4H-3Eqx8-Qet82W-riKELS-qdiWhF-btEfQx-8rQifb-4HTUiE-brZoWd-94j38t-hGaQN-9XZ1Bw-avGbd5-4dU34C-2AdLdY-2ohzErE-qeMg5M-98HHCK-dCZto1-dCU4JT-cy22aJ-2ovhkhA-29yggKb-2jdQLz7-nX1GPy-RcVz53-dCU4CK-dSc4QK-jqYch2-f2EYi-78EShw-cpVGxj-6XS8pb-WcWy1d-anpbb9-2hJcE95-6E86uN> / © Ashleigh Nushawg, The patriot act is watching you, <https://www.flickr.com/photos/crazbabe21/2303197115> / © Raffaello Ferone, Mariage pour tous, 2013, <https://www.flickr.com/photos/raffaelloferone/8442857010/> / Série de personnes illustrées, https://fr.freepik.com/vecteurs-libre/vecteur-serie-personnes-illustrees_3238340.htm#query=voter&position=18&from_view=-keyword&track=sph&uid=393415bc-520f-4855-b590-27df094395a4 / © Graphophile, Le temps des cerises, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=35835981> / Facebook © Freepik, Happy senior women friends chatting, https://www.freepik.com/free-photo/happy-senior-women-friends-chatting_23993646.htm / © WangXiNa, Europe Continent En Blue Silhouette Abstract Low Poly Designs à Partir De Lignes Et De Points Filaires Illustration, https://fr.freepik.com/vecteurs-libre/europe-continent-blue-silhouette-abstract-low-poly-designs-partir-lignes-points-filaires-illustration-vectorielle_25657648.htm#query=digital%20europa&position=4&from_view=-search&track=ais&uid=da5c7599-5ee9-4116-b60f-898d68e95d28 / © CARHOP, série Photos / © Oli / https://www.humeurs.be/2013/12/6-e-reforme-de-letat-cest-fini/humeur_962_reforme-de-l-etat/ / Commune hospitalière, <https://www.communehospitaliere.be/> / © Notre dame des Landes : la ZAD, 2012, <https://www.flickr.com/photos/nddl/8532359720/in/photolist-dZYzhm-Q2kF5m-HzoZeU-TWgBYm-UwhrVe-F8utcY-Uh9ysu-DyuNYr-Q2kEHu-27Q83h1-dNiwUb-dNea22-dNdWa2-dNd-wFP-dNjHNG-dNjqTm-dNduUr-dNe6Ck-dNdkrv-dNj9o1-dNiJAJ-dNe4ZH-dNdoKK-UsEb4W-dNiDtN-dNdUEF-MHvXdf-GMem9h-ecUCDc-2eUiEuJ-LLMGD7-28QbNo5-29cQ2VZ-4U1KUS-2axRkbC-ufPZ29-29wM8mj-27zSfV6-FTWkqG-n8sxTa-9kJQj-2iFSWgd-269wHJ9-dNiokb-dNduHD-dNdZmp-dNiRvS-TeRYkq-dNdmYg-Emt68G> / © Thomas Bresson, Mouvement des gilets jaunes, Belfort, 08 Dec 2018, [37](https://www.flickr.com/photos/computerhotline/44416865700/in/photolist-2hM9bAZ-2aEY3Hj-2hRCKdn-2hMkVLU-2hR8YJt-2hM3taw-2gAW8t2-2dMYbjC-2ik8DRa-2ik7yWB-2ddjAxG-2nYi6aa-2ik8HWV-2ofVSsW-2ik7Dpj-2gAWdin-2gCzpzg-2gMHRsv-2kq9Qu2-2hSqsVE-2hQDhM6-2gPCZNU-2hKrqp-2hKrbT4-2hQFSZy-2hKnAcD-2gAWdHR-2hm76Dd-2gM53im-2hR85Dk-2hmBznr-2gAW8Ee-2hMdjDu-2gAWcpZ-</p></div><div data-bbox=)

2hKnrzd-2ik7tmt-2ik7RWD-2hmyX32-2hKrbvM-2hSqtEa-2hk7SNM-2ejwnaJ-2hKqdM1-2ksm3Wq-2hRCgqN-2hSnYxJ-2hKsEh1-2ik7PSD-2hKsqyQ-2ik91vX / © Violaine Delhaye, marche climat, <https://www.flickr.com/photos/fian-belgium/52529275055/in/photolist-2ouNBTW-BFK3ri-2mXfRjY-BeBkbs-BysdCT-BFK-M8k-BeBnTS-BysqBH-BFKs24-2o2QfWg-2o2QAPR-AJdGVU-2o2QB4y-2o2KqML-Bw9YN5-BDrteE-BDqNFm-BDriJS-2o2QBeP-Bwa9go-BDrwiu-2o2Qgo8-2o2KqQM-2o2QghS-Byso9M-2o2QC5w-BFKdk6-2o2KrU5-2o2MPJx-2o2KrYt-2o2Pi2e-2o2MPje-2o2QgNX-2o2QCoh-2o2MPAm-2o2KrPR-2o2QgZi-2o2QBXY-2o2QC1o> / Réforme association © Feodora Chiosea, Brexit négociations et le concept de manipulation de masse, <https://www.istockphoto.com/fr/vectoriel/brexit-n%C3%A9gociations-et-le-concept-de-manipulation-de-foule-gm1129139848-298168834> / © DC Studio, Homme sérieux regardant dehors à travers la fenêtre pendant la quarantaine, https://fr.freepik.com/photos-gratuite/homme-serieux-regardant-dehors-travers-verre-windos-pendant-quarantaine-wearglass_19345883.htm#query=quarantaine%20protection&position=12&from_view=keyword&track=ais&uuid=61f5c230-e141-4a2b-8b79-ac94c36e0932 / © Marco Verch, White paper with European elections text on European Union flag, 2019, <https://www.flickr.com/photos/30478819@N08/32376266987> / © CARHOP, série Reportages photos. Manifestation pour la protection du droit de grève (Delhaize).



Avec le soutien de



La démocratie sur le fil

Livret d'animation



Éditrice responsable : Dominique Decoux, chaussée de Haecht, 579 - 1030 Bruxelles

